

# États généraux du droit de la famille et du patrimoine

patrimoine

dialogue

international

divorce

parentalité

contribution

**21e éd.**

**30-31  
JAN  
2025**

**MAISON  
DE LA CHIMIE  
PARIS**



**Marie BERGER**

Avocate au barreau de Genève

**Alexandre BOICHE**

Avocat au barreau de Paris

**Delphine ESKENAZI**

Avocate au barreau de Paris et de New York

**Michel FARGE**

Professeur à l'Université de Grenoble Alpes

# ACTUALITÉS DU DROIT INTERNATIONAL PRIVE DE LA FAMILLE



# I. LE COUPLE

# I. LE COUPLE

## A. L'UNION

### 1. Appartenance des articles 212 et suivants du Code civil relatifs aux devoirs et droits respectifs des époux à la catégorie des lois de police

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 12 juin 2024, n° 22-17.231, Publié au Bulletin.

## B. LA DESUNION

### 1. Signification et notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 23 mai 2024, n° 22-11.322 et 22-17.892, Inédit.

### 2. Impossibilité pour le juge aux affaires familiales de statuer sur la loi applicable au divorce dans la phase de conciliation si cela n'est pas requis pour trancher une contestation relevant de ses attributions – Idem pour la cour saisie de l'appel de l'ordonnance de non-conciliation

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 23 mai 2024, n° 22-17.049, Publié au Bulletin.

### 3. Motifs de nature à justifier la compétence internationale du juge français sur le fondement du déni de justice

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 12 juin 2024, n° 22-21.794, Publié au Bulletin.

# I. LE COUPLE

## 4. Irrecevabilité de la demande de fixation d'une prestation compensatoire postérieure au passage en force jugée du jugement étranger prononçant le divorce

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 7 février 2024, n° 22-11.090, Non publié au Bulletin.

## 5. Rappel par la Cour de cassation des modalités de mises en œuvre de l'exception de litispendance dans le cadre du Règlement Bruxelles II bis

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 15 janvier 2025, n° 22-22.336, Publié au Bulletin.

## C. LES REGIMES MATRIMONIAUX

### 1. La loi du régime matrimonial détermine les règles de liquidation applicables

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 11 septembre 2024, n° 22-16.951.



## II. L'ENFANT

# II. L'ENFANT

## A. LA FILIATION

### 1. Impossibilité de refuser l'application des articles 14 et 15 du Code civil sur le fondement de la fraude

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 23 mai 2024, n° 21-25.206, Non publié au Bulletin.

### 2. Le refus de dissocier maternité légale et maternité génétique ne méconnaît pas le droit au respect de la vie privée ni de la mère génétique ni de l'enfant

- ✓ Cour européenne des droits de l'Homme, 12 novembre 2024, n° 46808/16, R.F. et autres c. Allemagne.

### 3. La contrariété à l'ordre public international de la reconnaissance d'une décision étrangère non motivée lorsque ne sont pas produits des documents de nature à servir d'équivalent à la motivation défailante

- ✓ Cour de cassation - Première chambre civile 11 décembre 2024, n° 23-15.672, Publié au bulletin.

## B. LA RESPONSABILITE PARENTALE

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 20 novembre 2024, n° 22-19.620.

## C. L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

### 1. Conditions de caractérisation d'une situation de litispendance internationale

- ✓ Cour de justice de l'Union européenne, 6 juin 2024, n° C-381/23, Z.O. c. J.S.

## II. L'ENFANT

### D. LE DEPLACEMENT ILLICITE D'ENFANT

#### **1. Applicabilité de la Convention internationale des droits de l'enfant du 26 janvier 1990 et des Conventions de La Haye du 25 octobre 1980 et du 19 octobre 1996**

✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 10 juillet 2024, n° 23-19.042, Publié au Bulletin.

#### **2. Impossibilité de fonder une demande de retour d'un enfant illicitement déplacé sur la Convention de La Haye du 19 octobre 1996**

✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 10 juillet 2024, n° 23-22.272, Publié au Bulletin.

#### **3. Retour de l'enfant déplacé illicitement dans un État différent de celui de sa résidence habituelle antérieure au déplacement**

✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 10 juillet 2024, n°24-12.156, Publié au Bulletin.

#### **4. Mise en application de l'exception au retour de l'article 13 de la Convention de 1980 – Absence de nécessité pour l'État de retour de prendre des dispositions de nature à maintenir la résidence de l'enfant avec le parent ravisseur avant une décision sur l'exercice de l'autorité parentale**

✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 27 mars 2024, n° 23-16.883, Non publié au Bulletin.



## II. L'ENFANT

### 5. Compétence des juridictions de l'ancien État membre de résidence habituelle fondée sur l'article 10 du règlement Bruxelles II bis – Articulation du règlement avec la convention de La Haye de 1980

- ✓ Cour de justice de l'Union européenne, 20 juin 2024, n° C-35/23, Père c. Mère.

### 6. Application de l'article 13, b) de la Convention de La Haye de 1980 dans le cadre des relations entre la France et le Japon

- ✓ Cour européenne des droits de l'Homme, 28 mars 2024, n° 19664/20, Verhoeven c. France.

## E. LA QUESTION DE LA GESTATION POUR AUTRUI

- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 2 octobre 2024, n° 23-50.002.
- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 2 octobre 2024, n° 22-20.883.
- ✓ Cour de cassation, Première chambre civile, 14 novembre 2024, n° 23-50-016.



# III. LES SUCCESSIONS

# III. LES SUCCESSIONS

## A. COMPETENCE DIRECTE

- ✓ Cour de justice de l'Union européenne, Cinquième chambre, 7 novembre 2024, C-291/23.

## B. LA VOLONTE DU TESTATEUR

### 1. L'absence de contrariété de la suppression du droit de prélèvement compensatoire à la Convention européenne des droits de l'Homme

(a) Absence de violation du droit à la protection des biens et du droit au procès équitable

- ✓ Cour européenne des droits de l'Homme, 15 février 2024, n° 14157/18, Jarre c. France.

(b) Absence de violation du droit au respect de la vie privée et de l'interdiction de la discrimination

- ✓ Cour européenne des droits de l'Homme, 15 février 2024, n° 14925/18, Colombier c. France.

### 2. Validité sous condition d'un testament rédigé dans une langue que ne comprend pas le testateur

- ✓ Cour de cassation, Assemblée plénière, 17 janvier 2025, n°23-18.823, Publié au Bulletin, Publié au Rapport.